

# **Declaration par les Algériennes et Algériens sur l'affaire Gita Sahgal contre Amnesty International et Moazzam Begg**

vendredi 19 février 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 14 février 2010).

**Une interview de Gita Sahgal, Chef de l'Unité de Genre d' Amnesty International, est parue le dimanche 7 février dans le *Sunday Times*. Elle y expose le soutien que son organisation offre à Moazzam Begg, ex détenu de Guantanamo, partisan déclaré des Taliban, soupçonné de collusion avec Al Qaida.**

**Gita Sahgal avait adressé à sa hiérarchie plusieurs mémos, concernant le statut et la légitimité que conférait à Begg ses liens étroits avec Amnesty International.**

**G.S. a été suspendue de ses fonctions immédiatement après la parution de son interview. [\[1\]](#)**

---

## **DECLARATION**

Nous, Algériennes et Algériens, survivants, famille ou amis de victimes des violences et violations commises par les intégristes en Algérie, informés de la position prise publiquement par une femme, cadre supérieure d'une organisation internationale de droits humains, dans un effort désespéré pour remettre en question la relation que son organisation entretient avec un ancien détenu de Guantanamo, soutien déclaré du projet de société des Taliban et soupçonné de collusion avec Al Qaida. Cette relation dépasse largement la défense des droits humains fondamentaux de Moazzam Begg que Gita Sahgal trouve légitime.

Remercient et rendent hommage à cette femme pour son attachement à l'idéal et à la mission des organisations de droits humains et pour avoir osé dénoncer la confusion idéologique entre le fait de défendre les droits humains fondamentaux des intégristes et celui de leur conférer la légitimité et le statut de défenseur des droits humains, et de leur offrir une plateforme politique.

Nous témoignons

du fait que, durant deux décennies au minimum, nous avons de façon répétée attiré l'attention des principales organisations internationales de droits humains sur cette question brûlante, avons mis en question leur politique et avons eu avec elles des confrontations à ce sujet – en vain,

que les violations de droits humains commises contre la population civile par les groupes intégristes armés dans notre pays étaient massivement sous-estimées dans leurs rapports ( et ce en dépit de la documentation et des témoignages qui leur étaient adressées), que les victimes des intégristes étaient laissées pratiquement sans défense, cependant que les violations de droits humains

commises par l'Etat contre les intégristes étaient soulignées et leur défense entreprise,

que nous avons , de façon répétée, dénoncé cette hiérarchie faite entre victimes de violations de droits humains - en vain.

Et que des sanctions ont été prises (du blâme à l'expulsion pure et simple de l'organisation), en plusieurs occasions, envers des membres d'organisations de droits humains qui tentaient de soulever ces problèmes de façon interne à l'organisation.

Nous espérons que l'action courageuse et désintéressée de cette cadre supérieure sera l'occasion pour toutes les organisations de droits humains d'une révision de leur politique envers les intégristes qui, en tant qu'auteurs de violations, ne peuvent être considérés comme défenseurs de droits humains, ainsi qu'envers les victimes des intégristes qui ne devraient pas être considérées comme une catégorie inférieure de victimes.

### ***Premiers signataires***

Marieme Helie Lucas, fondatrice du réseau international de solidarité WLUML 'Women Living Under Muslim Laws/Femmes Sous Lois Musulmanes', coordinatrice de 'Secularism Is A Women's Issue'

Lalia Ducos, présidente de WICUR/IFCDU 'Initiative de Femmes pour la Citoyenneté et les Droits Universels

Zazi Sadou co-fondatrice du RAJD (Rassemblement Algérien des Femmes Démocrates)

Malika Zouba, journaliste

Samia Allalou, journaliste

Soad BABA AISSA, militante féministe

Jean Paul Salim Ducos, militant associatif

Said Nemsy : Journaliste

Asma Guenifi Tougne, présidente de l'AFEMCI (Association Femmes Euro- Méditerranéennes Contre les Intégrismes), sœur de Hicham Guenifi assassiné par le GIA en 1994

Louisa Ait Hamou, universitaire, militante des droits des femmes

Mohammed Sifaoui, journaliste

Cherifa Kheddar, présidente de l'association « Djazairouna » des victimes du terrorisme

---

## **Notes**

[1] Voir [Amnistie internationale et les Prisonniers en cage : Déclaration de Gita Sahgal](#)